



ENTRETIEN

Mme Mouna Osman Aden

Ministre des Affaires Sociales et des Solidarités

Madame la Ministre, vous êtes à la tête d'un département dont l'ambition est d'éradiquer la pauvreté. Est-ce une mission réalisable ?

C'est un objectif que le gouvernement s'est fixé. Graduellement et par étapes, en éradiquant d'abord l'extrême pauvreté, mais aussi en combinant toutes les mesures sociales et la mise en place d'une économie sociale et solidaire. On peut ainsi atténuer la pauvreté et, à terme, envisager un développement social qui profite à tous les Djiboutiens. C'est la stratégie voulue par le président de la République et qui sert de feuille de route à mon département.

Le contexte du covid19 n'a-t-il pas amplifié la précarité des populations touchées déjà par la pauvreté ?

Effectivement, la pandémie du covid19, surtout la période du confinement, a beaucoup sollicité mon département. On a assisté à une croissance de la précarité du fait que tous ceux qui travaillaient dans l'informel mais aussi ceux qui vivaient d'autres métiers (chauffeurs, coiffeurs, maçons, ...) se sont trouvés sans revenus. Nous avons alors organisé des distributions de vivres

à une large échelle et fait en sorte de limiter l'impact de la covid19 sur les plus vulnérables. Nous avons d'ailleurs eu un satisfecit international sur la riposte sociale face au covid19.

La croissance économique ne profite pas à l'ensemble de la population. Comment remédier à cette situation ?

C'est tout le sens de l'existence de notre département. Parvenir à une croissance économique inclusive et solidaire. Nous assistons les plus pauvres de nos concitoyens par tous les moyens, y compris monétaires. Mais notre objectif n'est pas de perpétuer l'assistanat. C'est pourquoi parallèlement nous lançons des programmes de formation pour ceux qui n'ont pas les moyens. Nous aidons également ceux et celles qui sont porteurs de projets par l'intermédiaire de la micro-finance.

Les femmes figurent parmi les catégories les plus vulnérables. Est-ce que vous menez une politique qui les cible spécifiquement ?

« Lorsque la femme est active, la pauvreté est passive ». J'emprunte cette formule à la première dame du pays. Nous avons une politique

Genre qui découle directement de la stratégie d'insertion socio-économique de la Djiboutienne voulue par le chef de l'Etat dès les années 2000. Le programme qui illustre le mieux notre engagement c'est la micro-finance et la mise en place des caisses populaires d'épargne et de crédit, aussi bien à Djibouti-ville que dans toutes les régions, qui nous a permis de créer plus de 26 000 activités génératrices de revenus, essentiellement pour les femmes.

La pauvreté n'est pas que monétaire, elle est multidimensionnelle. Est-ce que votre département a une stratégie qui va dans ce sens ?

Vous avez raison de souligner l'aspect protéiforme de la pauvreté. Depuis l'année dernière, nous mesurons l'indice de la pauvreté multidimensionnelle. Cet indice prend en compte l'accès aux soins, à l'éducation, ou encore au logement. Beaucoup de ces indicateurs ont connu une nette amélioration grâce à la politique globale du gouvernement, mais aussi grâce aux nombreux investissements réalisés par mon département dans les infrastructures de proximité qui concernent notamment l'accès à l'eau ou encore à l'électricité. ■



Une des familles, bénéficiaire de la politique de logement.



Programme immobilier de la Fondation IOG.



« Lorsque la femme est active, la pauvreté est passive ».